

## **Interview avec Mohamed Ould Maouloud président de l'Union des forces de progrès (Ufp)**

**" Demain, ce sera un grand risque pour tout celui qui tentera de suspendre la constitution au nom de je ne sais quelle ambition ou qui voudra déstabiliser le système constitutionnel, que le peuple mauritanien s'est choisi " .**

**Dans cette interview qu'il a bien voulu nous accorder malgré son calendrier chargé, le leader de l'Ufp donne ses impressions sur le vote référendaire, l'analyse qu'il fait des résultats et évoque les perspectives à venir, notamment les élections municipales et législatives de novembre prochain.**

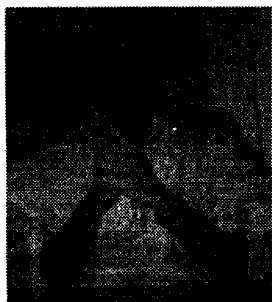
**Nouakchott-Info quotidien : Quelles sont vos impressions après la victoire du " Oui " au référendum du 25 juin dernier.**

**Mohamed Ould Maouloud :** Je dois dire d'abord que j'ai rencontré des citoyens simples qui se félicitent mutuellement, se congratulent du succès de ce référendum. J'ai été aussi agréablement surpris par l'engagement de ces citoyens simples qui résident à Nouakchott et qui ont pris la peine de faire le déplacement à l'intérieur du pays en ponctionnant sur leurs maigres ressources pour aller justement voter " Oui " à ce référendum. Voir ces simples citoyens en faveur du " Oui ", c'est vraiment impressionnant. Je crois que c'est le premier grand acquis de la transition démocratique pour que cette première

dans l'histoire devienne un enjeu pour le peuple en entier, qu'il comprenne au moins les éléments essentiels qui méritent son adhésion dans cette constitution et voter massivement pour le " Oui ". Franchement, c'est une première dans l'histoire de la Mauritanie, et vous savez très bien que les constitutions précédentes ont été surtout des constitutions des pouvoirs. Et le peuple n'a jamais su de quoi il s'agit et on lui a toujours appris qu'il a voté une constitution mais lui-même n'a jamais fait réellement le déplacement pour voter quoi que ce soit. C'est un grand pas que le peuple effectue pour défendre le régime démocratique et le régime constitutionnel que nous nous sommes choisis nous-mêmes. Demain, ce sera un grand risque pour tout celui qui tentera de suspendre la constitution au nom de je ne sais quelle ambition ou qui voudra déstabiliser le système constitutionnel, que le peuple mauritanien s'est choisi. Là nous avons vraiment une garantie de défense de cet acquis.



# Interview avec Mohamed Ould Maouioud...



**NIQ :** Quelle analyse faites-vous des résultats, car il me semble que beaucoup ont retiré leurs cartes mais ne sont pas allés aux urnes?

**M.O.M :** Ce que j'ai constaté c'est qu'il y a un très fort taux de participation. Vous dites que beaucoup qui ont retiré leurs cartes n'ont pas voté, c'est le contraire. Il se comprend très bien que tous ceux qui sont inscrits, pour des raisons multiples, n'aient pas tous la possibilité d'exercer leur droit de vote. Mais sur le total des inscrits, il est évident que le taux de participation est impressionnant. S'il y a des gens qui n'ont pas voté, ça doit être vraiment marginal. Dans les régions les plus reculées du pays, notamment dans les deux Hodh, j'ai eu des témoignages effectifs d'une mobilisation de la population sans les autorités ni les partis politiques. D'ailleurs les partis politiques n'ont pas de moyens impressionnants. Ce sont surtout les populations qui se sont organisées elles-mêmes pour assurer leurs propres déplacements par leurs propres moyens, et ça quand même, c'est impressionnant et je dois avouer que c'est la grande surprise de ce référendum sur cette mobilisation et cette adhésion populaire unique dans l'histoire de la Mauritanie indépendante.

**NIQ :** Une première phase de la transition vient de s'achever et une autre est en préparation avec les prochaines élections municipales et législatives. Comment gérez-vous cette perspective ?

**MOM :** Je voudrais quand même avant de répondre à votre question, tenter de trouver des explications à cette adhésion massive du peuple mauritanien à la constitution. Je crois que le consensus national qui s'était

opéré au lendemain du changement du 3 août y est pour beaucoup. Que tous les partis politiques, toute la société civile pratiquement, les autorités de la transition aient parlé de la même voix et se soient donnés la peine de les exprimer sur tous les tons, de la nécessité pour le peuple mauritanien de prendre en main son destin à travers le vote de la constitution, et que pour les populations quelque chose doit changer, que c'est une opportunité historique à saisir, que le geste du vote pour le " Oui " va contribuer à ouvrir une nouvelle période qui tournera la page d'un passé dont ils ne veulent plus, je pense aussi que cela a joué un grand rôle dans cette mobilisation. Donc la crainte du retour au passé a joué aussi un grand rôle dans cette mobilisation. Je crois que ce consensus national nous en aurons besoin pour réussir les autres étapes qui elles se dessinent maintenant du moment que la constitution est désormais adoptée. Pour ces élections on peut considérer que le départ est bien pris pour mettre en place les institutions républicaines sur le cadre légal. Mais ça ne permet pas de couper avec une tradition de parti pris de l'administration. On aurait souhaité que durant cette consultation, l'administration observe une totale neutralité. Si demain, aux élections municipales ou aux élections législatives les consignes du CMJD ou du gouvernement vont être appliquées par les préfets, nous ne serons pas sortis de l'auberge et donc la transparence n'aura pas été l'occasion de rompre avec cette tradition. Je crois d'ici là, on doit tordre le bâton dans le sens contraire pour amener les administrateurs à comprendre qu'ils n'ont pas de parti à prendre dans la compétition électorale, quelle qu'elle soit.

**NIQ :** Le rôle de la CENI dans cette consultation n'est pas non plus exempt de critiques ?

**MOM :** ça aussi c'est un reproche à faire à la Ceni, à nous faire à nous-mêmes partis. Les partis aussi n'ont rien dit d'audible. On n'en a parlé mais ce n'était pas audible. Il faut mettre à la décharge de tout le monde que le consensus général pour le " Oui " rendait, disons tolérable, tout ce qui se faisait.

# Interview avec Mohamed Ould Maouloud...

Mais justement, il ne faut pas tolérer quelque chose lorsque ça vous arrange et ensuite devoir protester contre lorsque ça ne vous arrange pas. Non, il faut qu'il y ait une règle à observer et donc les partis auraient dû élever la voix très fort, la Céni aurait dû absolument -et c'était sa responsabilité-, veiller à faire observer la neutralité de l'administration. Nous devons donc tous nous rectifier en apportant les correctifs nécessaires pour ce qui est du bon déroulement des compétitions électorales prochaines.

**NIQ : La Coalition des Forces du Changement (CFC) semble divisée par la question des relations avec l'Etat d'Israël. Qu'en dites-vous ?**

**MOM :** C'est une allégation sans fondement faite par le parti " SAWAB ", et je regrette fort que SAWAB ait eu ce comportement. Il sait très bien que c'est faux et il sait très bien qu'il nous a amené à reprendre une discussion sur des propositions qu'il a amené, visiblement dans l'espoir qu'on ne se mette pas d'accord avec lui. Et lorsque nous nous sommes mis d'accord -parce que notre attitude était une attitude conciliante de vouloir réunir toutes les forces- et qu'on a accepté ces propositions, il a quand même osé affirmer devant les autres, que nous avons rejeté l'arabe, son introduction au niveau du marché du travail, alors que le groupe de travail qui a traité la question a considéré que du fait que l'arabe, qui est la langue officielle, soit exclu du marché du travail, c'est une question de programme politique et que nous avons à discuter de notre programme bientôt, et que par conséquent, cette proposition doit figurer dans les questions de programme avec d'ailleurs celles des autres langues nationales. Lui ne voulait pas entendre parler des autres langues nationales, il voulait seulement qu'on parle du sort de l'arabe au niveau du marché du travail. On leur a dit que toutes ces questions relèvent, que ce soit le statut de l'arabe dans le marché du travail, que ce soit les langues nationales, des questions de programme. Le principe c'est réglé par la constitution. Or dans la déclaration générale, nous n'évoquons que les questions de principe et ça ce n'est pas une question de principe mais de mise en œuvre, une question de politique

concrète et là c'est une question de programme. Donc, dire que nous avons refusé de considérer l'arabe comme langue officielle, que nous ne voulons pas lui faire de la place dans le marché du travail, c'est faux. La question d'Israël, tout le monde est contre la normalisation. On l'a dit et écrit, et on a accepté ce que lui il a proposé. Donc comment peut-il se permettre d'aller prétendre autre chose et faire des affirmations de ce genre ? On s'est séparé après la réunion où on était tous d'accord. Le SAWAB discutait avec nous du lieu de la prochaine réunion et nous avons été totalement surpris d'apprendre qu'il a fait diffuser un communiqué sans même avoir la courtoisie de nous contacter, pour nous dire qu'il a changé de position ou qu'il n'est plus intéressé. Dans tous les cas, il est libre de prendre ses positions comme il est libre d'être ou non dans la coalition, mais quand même, mettre sur le dos de tous les autres partis, des accusations aussi graves et sans fondement, ce n'est pas sérieux.

**NIQ : La coalition pourra-t-elle résister aux divergences des points de vue des uns et des autres sur les questions politiques de l'heure ?**

**MOM :** Les coalitions peuvent résister et peuvent ne pas résister, question d'intérêt, de confiance aussi d'intérêt. On peut avoir l'intérêt à nous coaliser et à rester solidement uni et ne pas en prendre conscience, mais aussi, on peut en prendre conscience et ça nous aidera à surmonter toutes les difficultés et toutes les contradictions, naturellement, qui vont surgir entre nous. Ainsi ils se renforcent en surmontant leurs divergences.

**NIQ : Le mot de la fin**

**MOM :** Mon dernier mot c'est de féliciter le peuple mauritanien pour le succès du référendum et pour son adhésion massive à la constitution, et d'appeler toutes les forces démocratiques à s'engager résolument, pour justement, mettre en place, des institutions démocratiques qui vont garantir le changement véritable dans la façon de gouverner le pays, de le gérer, de régler nos différends.

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
MOUSSA DIOP**